

Les ambiguïtés de la France en Chine

À l'issue du premier voyage du président de la République en Chine et plus de 50 ans après la reconnaissance de l'État communiste chinois par le général de Gaulle, le général François Torrès, ancien attaché de Défense à Pékin, fait le point de la réalité des relations franco-chinoises en particulier dans les domaines commerciaux et technologiques.



Une modernisation à marche forcée

Durant sa visite en Chine du 8 au 10 janvier, parlant à une assemblée de patrons et d'hommes d'affaires français et chinois dans les locaux de *Soho 3Q*, « start-up » du groupe immobilier *Soho* investi dans la location d'espaces et dont les immeubles écologiques éclairés à la lumière LED et dessinés par le cabinet d'architectes *Zaha Hadid* ont, avec leurs formes ondoyantes, investi le cœur de Pékin, Emmanuel Macron, a, avec panache, affirmé « *que la France était de retour en Chine* ». Mais comme le voyage lui-même, émaillé de déclarations contradictoires recelant un arrière plan de contentieux et de méfiances, la formule était ambiguë.

Comment l'exécutif français continuant à promouvoir l'intégration d'une Union européenne fortement ébranlée par le *Brexit* et tiraillée par la crise migratoire tirant la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Autriche et la Hongrie aux marges des principes démocratiques, compte-t-il s'insérer dans le frottement des nationalismes chinois et américains, marqué à la fois par d'importantes discordes commerciales et le poids des incertitudes stratégiques ?

Comment Paris espère-t-il peser en Corée du Nord où Donald Trump continue périodiquement d'accuser la Chine de ne pas mettre en œuvre les sanctions à la lettre et en mer de Chine du sud où Pékin, exprimant une étonnante réminiscence impériale, tente d'imposer contre le droit international moderne sa conception historique et culturelle ancrée dans plus de 3 000 ans d'histoire ?

Avec quels moyens enfin, la France pourrait-elle apaiser les angoisses taïwanaises face à l'obsession réunificatrice de plus en plus impatiente du Parti communiste chinois qui, chez lui, utilise les dernières avancées de l'intelligence artificielle et de la reconnaissance faciale pour, au prétexte de sécurité, « mettre aux normes » sa société ?

« Le temps est révolu où la France pouvait se prévaloir d'une relation privilégiée »

Recul de l'influence française

Si on examine la question sous l'angle du pouvoir d'influence, la vérité oblige à dire que



De Gaulle reçoit l'ambassadeur de Chine en France Huang Chen

le temps est révolu où la France pouvait se prévaloir d'une « relation privilégiée » en récompense de la reconnaissance, 15 ans avant Washington, de l'État communiste chinois par le général de Gaulle ayant, à la suite de Napoléon, anticipé le « réveil de la Chine ». Depuis cette époque, l'eau a coulé sous les ponts. Aujourd'hui Pékin, porté par une ambition globale, regarde vers son rival stratégique américain, à la fois modèle de puissance et repoussoir idéologique, menace potentielle et partenaire obligé de sa modernisation.

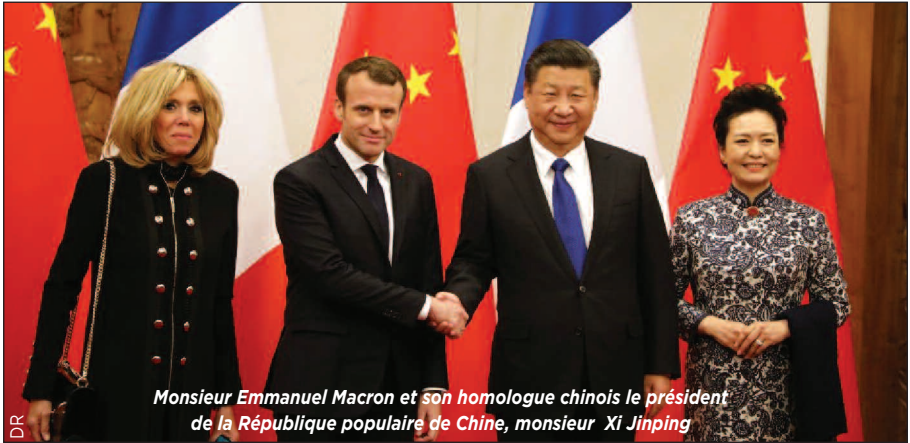
En même temps, gardant toujours vivante la longue trace de l'Histoire courant sans interruption depuis la dynastie des Zhou, il y a plus de 30 siècles, jusqu'à Xi Jinping, en passant par Mao et Deng Xiaoping, le régime ayant au milieu d'extraordinaires soubresauts extrait la Chine de son histoire dynastique, n'a pas oublié le passé de ses relations heurtées avec l'Occident.

Quand en 2014, année du cinquantième anniversaire de la « reconnaissance », le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, spéculait encore, 44 ans après la mort de Charles de Gaulle, sur l'excellence d'une relation particulière, il s'est entendu répondre par Wu Jianmin, ambassadeur de Chine à Paris, qui fut le traducteur de français de Mao durant la révolution culturelle, que la relation franco-chinoise n'avait pas commencé en 1964 et que les Chinois n'avaient pas oublié le sac du Palais d'Été par les troupes franco-anglaises en 1860.

« La relation franco-chinoise se replie aujourd'hui autour des sujets prosaïques de la réciprocité et du déficit commercial »

Il faut se rendre à l'évidence, la relation franco-chinoise d'abord heurtée, mais qui, après la reconnaissance, avait connu une période faste, se replie aujourd'hui autour des sujets prosaïques de la réciprocité et du déficit commercial dans un contexte général de crispations européennes croissantes, elles-mêmes homothétiques du durcissement américain autour du « *dumping* » chinois, de l'accord sur les investissements que Bruxelles tarde à signer et des captations de technologies dénoncées par Berlin¹.

1/ En mai 2017, les États membres de l'UE s'étaient déjà entendus sur de nouvelles armes *antidumping*, visant la Chine et ses exportations à prix cassés. En juin 2017, ces aigreurs sino-européennes, homothétiques de celles avec les États-Unis, ont percé la surface des bonnes paroles diplomatiques du sommet Chine - Europe à Bruxelles quand, en représailles des blocages européens, Li Keqiang, le Premier ministre chinois, refusa d'endosser une déclaration conjointe sur le climat. À cette occasion, il n'a pas évoqué l'accord de Paris ni commenté la décision de la Maison Blanche de s'en retirer. En arrière-plan de cette prudente discrétion perce le souci constant de la Chine de ménager Washington et les États-Unis qui restent le point focal des stratégies extérieures de Pékin, ce qui réduit mécaniquement la marge de la France.



Monsieur Emmanuel Macron et son homologue chinois le président de la République populaire de Chine, monsieur Xi Jinping

Ainsi, quand le Président appelle Pékin à l'ouverture, promettant en retour un bon accueil aux investissements chinois en France, Bruno Lemaire, son ministre de l'Économie, exprime une très forte dissonance dans une interview à *Europe 1*, se disant opposé aux « investissements de pillage » d'un partenaire dont les stratégies sont toujours articulées « aux rapports de forces ».

Tel est le contexte incertain ayant présidé à l'annonce de coopérations bilatérales et de plusieurs projets en Chine d'entreprises françaises et, à une échelle moindre, d'intentions chinoises en France.

Coopération franco-chinoise : les annonces de la visite

Les projets vont du satellite d'observation des océans - coopération entre le CNES - *Thalès Alenia* et l'Agence spatiale chinoise - lancé en 2007, à la signature d'un accord de coopération avec *JD*, n°2 chinois du commerce en ligne derrière *Alibaba*, pour la création en France d'une plateforme en France, en passant par la création d'un fonds d'investissement d'un milliard d'€ pour la recherche sur l'intelligence ar-

tificielle accompagnant l'ouverture à Suzhou d'un bureau du Français *Qwant*, moteur de recherche investi dans un domaine où les données privées sont en Chine sous le contrôle étroit des services de sécurité.

Les intentions françaises de coopération en matière d'IA télescopent celles de *Google* qui, en dépit de son refus de se plier aux pressions chinoises d'ouverture de ses bases de données à la police a, le 13 décembre dernier, annoncé l'installation en Chine d'un centre de recherche conjoint sino-américain sur l'intelligence artificielle.

Bénéficiant du concours des meilleurs spécialistes mondiaux du secteur dont la Sino-Américaine Li Fei Fei, docteur en informatique et directrice du laboratoire d'IA de Stanford et le Taiwanais Kai Fu Lee, président de *Google - Chine*, ancien de *Microsoft* et de *Apple*, dont les travaux portent sur « l'apprentissage automatique » et la reconnaissance du langage, le centre de recherche conjoint sino-américain constitue d'ores et déjà une puissance d'innovations sans frontières connectée aux meilleurs centres mondiaux.

Avec l'annonce par le président Macron au dernier jour de la visite, de l'intention chinoise de commander 184 *Airbus A 320*, peut-être prélude à la vente d'*A 380*², le projet chinois de confier à *AREVA* la construction en Chine d'une usine de retraitement des déchets nucléaires (10 milliards d'€), bouffée d'oxygène pour le groupe français, concrétise le meilleur espoir de projet industriel public dans un secteur où Paris et Pékin ont une longue expérience de coopération.

« Le partenaire chinois est devenu un concurrent sur le marché mondial des centrales nucléaires »

Il reste qu'au fil du temps et à la faveur des transferts de technologies concédés par les Français depuis 40 ans, le partenaire chinois est devenu un concurrent sur le marché mondial des centrales dont la puissance ne fera qu'augmenter, tandis que le cœur des projets nucléaires franco-chinois s'est réduit :

- à la seule construction par les Français *EDF* et le Chinois *CNNC* de 2 EPR au milieu de 57 réacteurs dont 19 sont en chantier ;
- au développement avec *AREVA* d'une filière de retraitement franco-chinoise.

À quoi s'ajoute un essai de coopération à l'export dont la cible très médiatisée était la construction à Hinkley Point, à 160 km à l'ouest de Londres, décidée à l'automne 2013, de deux réacteurs EPR de 1650 GW, mais

dont le modèle économique portant le risque de dérivés financiers a été dénoncé par le Parlement britannique dans un rapport publié à l'automne 2017.

Rappelons enfin qu'après la catastrophe de Fukushima, l'élan nucléaire chinois constitue une exception dans le paysage global des pays développés où le secteur est confronté à de vives résistances écologiques. Celles-ci se sont manifestées jusqu'en Chine où, à l'été 2016, le site de Lianyungang dans le nord du Jiangsu, 200 km au sud de Qingdao a été le théâtre de manifestations populaires déclenchées par la rumeur que la ville accueillerait bientôt la construction de l'usine de retraitement franco-chinoise projet porté par *AREVA* et la *China National Nuclear Corporation* sur le modèle de La Hague qui traite depuis 50 ans des déchets venus de France, d'Allemagne, de Belgique, de Suisse, des Pays-Bas et même du Japon.

La force des choses

Il est vrai que la relation franco-chinoise commencée dans l'élitisme absolu avec les « *mathématiciens du Roi Soleil* », comme les appelait Chateaubriand - cinq savants jésuites envoyés en 1685 par Louis XIV à la cour des grands empereurs de la dynastie Qing -, artisans d'une stratégie oblique de conversion de l'Empire par le haut et au moyen de la science, a connu de flamboyantes périodes fastes, dont la dernière fut peut-être la quin-

2/ Rappelons que la plupart des commandes et des achats d'*Airbus* en Chine portent précisément sur les diverses versions du moyen courrier *A320* dont 1500 unités volent aujourd'hui sur les lignes intérieures chinoises et sur celles vers les destinations voisines. 320 de ces modèles ont été assemblés à Tianjin, les pièces essentielles étant toujours fabriquées à Toulouse et acheminées en Chine par avion spécial. L'accord cadre conclu le 9 janvier a décidé d'accélérer la cadence à 5 appareils par mois en 2018 et à 6 à partir de 2020. En novembre 2017, toujours à Tianjin, *Airbus* a ouvert une deuxième usine d'assemblage pour l'*A 330*. Entre 1995 et 2016 la part de marché d'*Airbus* est passée de 6 à 50 %.



Jean-Pierre Abel-Rémusat (1788-1832), l'un des plus grands sinologues occidentaux

Le caractère « Dao », de la couverture, est celui de la « Voie » taoïste, l'une des trois bases de la pensée chinoise avec le confucianisme et le bouddhisme

zaine d'années ayant suivi la reconnaissance de la Chine par Charles de Gaulle.

Mais la vérité oblige à dire que Paris et Pékin ont connu d'importantes crispations allant de la « querelle des rites », des guerres de l'opium et du sac du Palais d'Été, à la vente des *Mirage 2000* et des frégates *Lafayette* à Taïwan, en passant par la réaction de Paris à la répression de Tian An Men en 1989 instaurant un embargo sur la vente des armes létales à la Chine qui dure toujours. L'établissement des relations diplomatiques entre Pékin et Washington accompagnant l'irrésistible montée en puissance de la Chine a changé la donne des relations franco-chinoises.

Alors qu'elles étaient exceptionnelles, au point qu'au XIX^e siècle, dans la foulée de la vision napoléonienne ayant anticipé la puissance à venir de l'Empire, l'un des plus grands

sinologues occidentaux était le Français Jean-Pierre Abel-Rémusat (1788-1832), titulaire de la première chaire d'études chinoises en Occident, créée au Collège de France, les relations franco-chinoises sont, par la force des choses, retombées au niveau plus commun des querelles commerciales, de la réciprocité, de la recherche de marché et de la protection contre les captations de technologies.

« Emmanuel Macron affirme, avec Pékin, l'ambition de Paris de jouer un plus grand rôle sur la scène mondiale »

Non pas que les ambitions globales soient devenues impossibles dans le sillage du vaste projet global chinois des « nouvelles routes de la soie » évoqué avec Xi Jinping par le président de la République et dont Washington se tient à distance. Cherchant un retour stratégique de la France sur le mode gaullien du « non alignement », Emmanuel Macron affirme, avec Pékin, l'ambition de Paris de jouer un plus grand rôle sur la scène mondiale, au moment où l'Amérique dit vouloir se replier sur ses intérêts nationalistes directs.

Le contresens clairement apparu au 19^e congrès est que Pékin développe également une stratégie nationaliste dont les épines dorsales articulées aux « caractéristiques chinoises », prennent, au nom de l'Histoire et de la culture, le contrepied des valeurs occidentales du droit qu'il s'agisse de celui des individus ou de celui en vigueur depuis 1945 dans les relations internationales.

*François TORRES
Officier général (2s)*